



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne

Dijon, le 16 Avril 2013

Unité Territoriale 21

Chemin : S:\ENVIRONNEMENT\Documents communs\Thèmes\RSDE\RAPPORTS
CODERST\2013_02-
CODERST_RSDE_surv_perenne\2013_04_Rap_CODERST_FRANCANO_surv_perenne.od
t

Nos réf. : SC/PL/RSDE/2013-196
Affaire suivie par : Stéphane CARON
stephane.caron@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 03 45 83 22 22 – Fax : 03 45 83 22 95

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES **en CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT** **ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

OBJET : Recherche de substances dangereuses dans l'eau (RSDE).

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires relatives au suivi des substances dangereuses mesurées dans les rejets aqueux de la société FRANCANO.
: Notre lettre SC/PL/RSDE/2013-176 du 2 avril 2013 adressée à la Sté FRANCANO.

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la poursuite de l'action pluriannuelle RSDE initiée en 2009.

I. HISTORIQUE

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (1^{ère} phase en 2003/2004).

Le bilan de la 1^{ère} phase a notamment permis de constater d'une part, que les informations concernant les rejets de ces substances étaient insuffisantes et d'autre part, que des actions de réduction devaient être étudiées sur certains rejets à enjeu, d'où la nécessité de **mettre en place une seconde phase organisant une surveillance des rejets des installations classées soumises à autorisation**, déclinée par secteurs d'activité et détaillée ci-après.

Horaires d'ouverture au public :
du lundi au jeudi : 8h30-12h00 / 13h30-16h30
le vendredi : 8h30-12h00 / 13h30-16h00
Autres horaires : sur rendez-vous
Tél. : 03 45 83 22 22 – fax : 03 45 83 22 95
19bis-21 bd Voltaire -BP 27 805– 21078 Dijon cedex

II. ACTIONS DE L'INSPECTION

La circulaire du 5 janvier 2009 et ses notes complémentaires des 23 mars 2010 et 27 avril 2011 définissent les modalités de la seconde phase RSDE. Pour cela la DREAL BOURGOGNE a choisi de la réaliser en deux étapes :

Bilan à ce jour :

- 50 établissements ont fait l'objet d'arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) imposant une surveillance initiale des substances représentatives de leur secteur d'activité, et sous un an la remise d'un **rapport d'analyses** dans lequel sera proposé la liste des substances pouvant être abandonnées et celles devant être surveillées de façon pérenne.

Aussi :

- 3 sites ont été fermés et 2 exploitants ont choisi de traiter en tant que déchet leurs effluents industriels.
- 5 arrêtés préfectoraux complémentaires ont déjà été signés lors du CODERST du 13 novembre 2012 imposant une surveillance pérenne,
- 4 nouveaux projets d'arrêtés complémentaires imposant une surveillance pérenne ont été présentés lors du CODERST du 11 avril 2013,
- 15 établissements ont fait l'objet d'abandon de surveillance suite aux conclusions des rapports de synthèse au regard de la circulaire et des notes visées supra.

Depuis le CODERST du 11 avril 2013, l'établissement suivant nécessite la mise en place d'une surveillance pérenne :

- FRANCANO à Talmay.

III. BILAN

L'établissement, objet du présent rapport, est noté en gras dans le récapitulatif présenté ci-dessous :

Sociétés	Date APC de surveillance initiale RSDE	Date de remise du rapport	Complet et recevable	Substances retenues pour la Surveillance pérenne	Programme d'actions	Date APC de surveillance pérenne
ACRODUR	26/01/2010	13/04/2012	Oui	Chloroforme	Oui	En cours de signature
ALCAN PACKAGING PEFE	26/01/2010	21/08/2012	Non			
ALCAN PECHINEY SOFTAL	26/01/2010	19/04/2012	Non			
AMORA MAILLE	14/01/2011	28/08/2012	Oui	Abandon de la surveillance		
ARCELORMITTAL WIRE France	26/01/2010	15/03/2012	Oui	Zinc et ses composés		En cours de signature
ARTENIUS PACKAGING – APPE	14/01/2011	21/06/2012	Oui	Abandon de la surveillance		
CHOCOLATERIE DE BOURGOGNE ex BARRY CALLEBAUT	14/01/2011	19/11/2012	Oui	Abandon de la surveillance		
CHU BLANCHISSERIE	29/02/2012	Pas reçu à ce jour				
CLARILAC	16/02/2010	Pas reçu à ce jour	Arrêté de mise en demeure en date du 15/01/2013 afin de réaliser la campagne de mesures			
ECOPOLES SERVICES	26/01/2010	14/03/2011	Oui	Abandon de la surveillance		
EDIB – Longvic	24/02/2012	Pas reçu à ce jour				
ESSILOR	14/01/2011	19/03/2013	En étude			
EUROPEENNE DE CONDIMENTS	14/01/2011	15/02/2013	En étude			
FRANCANO	26/01/2010	16/10/2012	Oui	Octylphénols Tributylétain cation		
INITIAL BTB	02/02/2011	19/06/2012	En étude			
LYONNAISE DES EAUX	26 janvier 2010	04/04/2012	Oui	Plomb Zinc		10/10/2012
MALTERIES FRANCO-BELGE	14/01/2011	12/07/2012	Oui	Nonylphénols Cuivre et ses composés Zinc et ses composés		En cours de signature
PPG ARCHITECTURAL	29/12/2010	26/10/2012	Oui	Abandon de la surveillance		

Sociétés	Date APC de surveillance initiale RSDE	Date de remise du rapport	Complet et recevable	Substances retenues pour la Surveillance pérenne	Programme d'actions	Date APC de surveillance pérenne
RECIPHARM	29/12/2010	13/01/2012	Oui	Abandon de la surveillance		
REFRESCO FRANCE	26/01/2010	14/03/2011	Oui	Nonylphénols		20/12/2012
REINE DE DIJON	29/12/2010	25/04/2012	Oui	Nonylphénols Zinc Cuivre Nickel		10/12/2012
REM	26/01/2010	25/06/2012	Oui	Abandon de la surveillance		
RLD centre est	29/12/2010	02/05/2012	Oui	Chloroforme	Oui	En cours de signature
RTP France	29/12/2010	07/11/2012	Oui	Abandon de la surveillance		
SALZGITTER	26/01/2010	06/02/2012	Oui	<u>Station Dégremont</u> : Nickel Chrome <u>Station Nalco</u> : Chrome		26/12/2012
SANOFI	29/12/2010	Pas reçu				
SEB – Is sur Tille	29/01/2010	11/02/2011	Oui	Abandon de la surveillance		
SEPACOLOR	29/01/2010	20/04/2012	Oui	Octylphénols		18/12/2012
SITA FD CET1	29/01/2010	18/07/2011	Oui	Abandon de la surveillance		
SITA FD CET2	29/01/2010	18/07/2011	Oui	Abandon de la surveillance		
SMURFIT KAPPA SOCAR	29/12/2010	Pas reçu				
SMURFIT PARNALLAND	29/12/2010	Pas reçu				
SNS INDUSTRIE	29/12/2010	14/12/2012	Oui	Abandon de la surveillance		
SEVE (ex Sociel)	29/12/2010	Pas reçu				
SPPH	29/12/2010	31/05/2012	Non			
SPTP	29/12/2010	21/02/2013	En étude			
STL	18/01/2011	12/03/2013	En étude			

Sociétés	Date APC de surveillance initiale RSDE	Date de remise du rapport	Complet et recevable	Substances retenues pour la Surveillance pérenne	Programme d'actions	Date APC de surveillance pérenne
SYNKEM	29/01/2010	04/05/2011	Oui	Abandon de la surveillance		
TECHNYGIENE	29/12/2010	14/02/2013	Non			
TPC	29/12/2010	13/03/2013	En étude			
UIOM	29/01/2010	07/04/2011	Non			
URGO	29/01/2010	23/12/2011	Oui	Abandon de la surveillance		
VALTIMET	29/12/2010	Pas reçu				
VILLERS	29/12/2010	14/02/2012	Oui	Abandon de la surveillance		
PORTERET BEAULIEU INDUSTRIE	26/01/2010	L'exploitant a contesté l'arrêté au tribunal administratif				
TITANOBEL	Plus de rejet (traité en tant que déchets)					
PAPETERIES DE DIJON	14/01/2011	Plus de rejet (traité en tant que déchets)				
REMOND Industrie	11/02/2010	Fermé au 1er janvier 2012				
EDIB - Dijon	26/01/2010	14/11/2011	Site fermé 1er trimestre 2012			
SEVIA	29/01/2010	Site fermé				

La surveillance pérenne pour les paramètres retenus devra être réalisée à partir d'un échantillon recueilli sur une durée de prélèvement de 24 heures et à une fréquence trimestrielle. Les limites de quantification à atteindre sont décrites en annexe 1 du projet d'APC ci-joint.

IV. CONCLUSIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Ce projet devait être déjà présenté lors du précédent CODERST.

L'inspection a préféré différer sa présentation au vu des deux lettres de désapprobation de l'exploitant concernant la mise en place d'une surveillance pérenne.

Le désaccord, de l'exploitant, portait essentiellement sur les faits :

- que le laboratoire qui a réalisé les analyses ne pouvait être compétant compte tenu de sa méconnaissance du process et de l'environnement.
- que seul le 1^{er} prélèvement justifiait l'éventualité d'un suivi des octylphénols et du tributylétain cation.
- et propose la poursuite pendant un an de la surveillance initiale à hauteur d'un prélèvement par trimestre pour les paramètres considérés.

Sur ces différents points, l'inspection a répondu à l'exploitant (Cf notre lettre en PJ) que ses arguments n'étaient pas recevables et qu'une surveillance pérenne était nécessaire et obligatoire.

C'est pourquoi, l'arrêté préfectoral proposé aujourd'hui permet de répondre à la seconde phase de la circulaire du 5 janvier 2009 en prescrivant une surveillance pérenne des rejets.

Conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement, le rapporteur propose au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

L'Inspecteur des Installations Classées

Signé

Stéphane CARON